

Communication

Coopération avec les autres organisations intergouvernementales	152
Gros plan : Série de conférences présidentielles	156
Contacts avec le monde des entreprises	158
Relations avec les ONG	160
Contacts avec les parlementaires	161
Gros plan: Forum public 2022	162
Programme « Le commerce au service de la paix »	164
Contacts avec les médias	165
Contacts avec le public (site Web, médias sociaux, vidéos, podcasts, groupes de visiteurs, publications)	166
Activités de recherche économique (Gros plan : Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes)	172
Activités statistiques	175
Coopération avec les établissements universitaires (Programme de chaires et programmes de soutien aux établissements d'enseignement supérieur)	177
Gestion des connaissances	182

Coopération avec les autres organisations intergouvernementales

- Au Sommet sur le climat (COP27) tenu en Égypte, la DG Okonjo-Iweala a déclaré que la lutte contre le réchauffement climatique ne pouvait être efficace si l'on ne prenait pas en compte le rôle du commerce dans la réalisation des objectifs climatiques.
- La DG a mis en garde les dirigeants du G-20 contre la fragmentation du système commercial multilatéral et leur a indiqué : « Nous devons renforcer la coopération commerciale, et non l'affaiblir ». Réunis à Bali (Indonésie), les dirigeants du G-20 ont reconnu le rôle fondamental de l'OMC dans le système commercial multilatéral.
- La DG a collaboré avec les dirigeants du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMS pour mobiliser un financement et des solutions commerciales au niveau multilatéral, afin d'accélérer l'accès aux vaccins contre la COVID-19 ainsi qu'aux outils de diagnostic et aux traitements contre la COVID-19.

Informations de base

L'OMC collabore étroitement avec d'autres organisations intergouvernementales et avec des organismes régionaux, en particulier ceux qui s'occupent de questions commerciales. Cette coopération permet une action coordonnée et une approche cohérente des politiques commerciales internationales.

Sommet de l'ONU sur le climat

Les économies ne parviendront pas à lutter contre le réchauffement climatique à moins d'inclure le commerce et les politiques commerciales dans leurs plans de réalisation des objectifs climatiques, a alerté la DG Okonjo-Iweala. « Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser le commerce et l'OMC sur la touche », a-t-elle déclaré en lançant le Rapport sur le commerce mondial de l'OMC au Sommet sur le climat (COP27) qui s'est tenu à Charm El-Sheikh (Égypte) en novembre (voir la page 15). Pour la première fois, le rapport phare de l'OMC a été axé sur le changement climatique et le commerce international.

La DG a pris la parole à plusieurs sessions de haut niveau. Elle s'est également associée aux dirigeants mondiaux pour appeler à la mobilisation de 12,5 milliards d'USD sur cinq ans afin de soutenir la transition de l'Afrique vers des économies plus vertes et son adaptation au changement climatique. À l'occasion du forum de haut niveau sur l'investissement mondial et le commerce en faveur de la transformation climatique organisé par l'OMC et la CNUCED, elle a insisté sur la nécessité d'élaborer des politiques soucieuses du climat pour promouvoir le commerce et l'investissement sur le plan international dans les projets d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci.

G-20

La DG a assisté au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-20, qui s'est tenu en novembre à Bali (Indonésie). Elle a dit qu'il fallait éviter de fragmenter le système commercial mondial fondé sur des règles et lever les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et d'engrais, notant que le nombre de ces restrictions avait augmenté et que les plus pauvres du monde souffraient le plus de ces politiques. « Nous devons renforcer la coopération commerciale, et non l'affaiblir », a-t-elle déclaré.

Dans la déclaration qu'ils ont faite à Bali, les dirigeants du G-20 ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles équitables, durables et transparents, avec l'OMC en son centre. Les dirigeants sont également convenus que la réforme de l'Organisation était essentielle pour renforcer la confiance dans le système commercial multilatéral.

L'OMC a aussi pris part à des réunions des Ministres du commerce du G-20, du Groupe de travail du G-20 sur le commerce et l'investissement et des Ministres de l'agriculture du G-20. Elle a continué de suivre les politiques relatives aux cultures vivrières dans le cadre de l'initiative du Système d'information sur les marchés agricoles du G-20, qui vise à accroître la transparence des marchés internationaux des produits de base et à améliorer la coordination des politiques.

Une étude portant sur l'instabilité du marché des engrais et son incidence sur la production agricole a été publiée en novembre par l'OMC et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Appelant à une action urgente pour faire face à la crise des engrais, cette étude contient des recommandations stratégiques à l'intention des gouvernements du G-20, soulignant qu'il est important de maintenir l'ouverture du marché des engrais pour répondre à la demande mondiale.

Conjointement avec la CNUCED et l'OCDE, l'OMC a continué de publier des rapports semestriels sur les mesures relatives au commerce et à l'investissement adoptées par les pays du G-20. Le rapport de l'OMC sur le suivi des mesures commerciales du G-20, publié en octobre, indique que l'introduction de restrictions à l'exportation par les économies du G-20 s'est accélérée entre la mi-mai et la mi-octobre 2022, notamment pour les produits alimentaires et les engrais, dans un contexte d'incertitude économique exacerbée par la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et la crise liée à la sécurité alimentaire.

Le Président indonésien, Joko Widodo, accueille la DG Okonjo-Iweala au Sommet des dirigeants du G-20 à Bali (Indonésie), en novembre.





L'OMC et la Banque de développement des Caraïbes signent un mémorandum d'accord visant à renforcer la coopération Caraïbes pour aider les petites entreprises à commercer au niveau mondial.

COVID-19

La DG Okonjo-Iweala a collaboré avec les dirigeants du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMS pour mobiliser un financement et des solutions commerciales au niveau multilatéral, afin d'accélérer l'accès aux vaccins contre la COVID-19 ainsi qu'aux outils de diagnostic et aux traitements contre la COVID-19, en particulier pour les économies à revenu faible ou intermédiaire, dans le cadre de l'Équipe spéciale multilatérale des dirigeants qu'elle a contribué à établir en 2021. Ces efforts conjoints ont permis de développer des relations avec les principaux fabricants de vaccins contre la COVID-19 et d'intrants pour les vaccins, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes (voir la page 12).

L'OMS, l'OMPI et l'OMC ont organisé ensemble une série d'ateliers pour améliorer la diffusion de l'information sur la pandémie et, en avril, ont lancé une plate-forme trilatérale d'assistance technique concernant la COVID-19 dans le but d'aider les Membres et les candidats à l'accession à l'OMC à demander une assistance technique personnalisée pour satisfaire leurs besoins en matière de renforcement des capacités. En décembre, elles ont organisé un symposium technique conjoint rassemblant des experts chargés d'examiner les principaux défis liés à la pandémie de COVID-19 sur le plan de la santé, du commerce et de la propriété intellectuelle, et de réfléchir au renforcement de la résilience. « Cela aidera à jeter les bases d'une meilleure réponse aux crises sanitaires mondiales futures », a dit la DG Okonjo-Iweala.

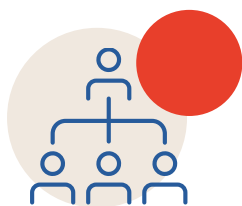
Le Secrétariat de l'OMC a également collaboré avec la Banque mondiale pour établir la publication intitulée «Thérapie par le commerce: Approfondir la coopération pour renforcer les moyens de lutter contre les pandémies» (voir la page 170), qui analyse le rôle que le commerce joue pour garantir l'accès aux produits et services médicaux lors des crises sanitaires mondiales.

FIFA

L'OMC et la FIFA sont convenus de collaborer pour examiner comment le commerce international et le football pouvaient servir de catalyseurs de la croissance économique et de l'inclusion sociale. Les modalités de la collaboration ont été énoncées dans un mémorandum d'accord signé par la DG de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, et le Président de la FIFA, Gianni Infantino.

Sécurité alimentaire

En septembre 2022 et février 2023, les dirigeants de l'OMC, de la FAO, du FMI, de la Banque mondiale et du Programme alimentaire mondial ont conjointement appelé à réagir d'urgence face à la crise de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, soulignant que 349 millions de personnes dans 79 économies étaient en situation d'insécurité alimentaire aigüe, c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas en mesure de s'alimenter de façon adéquate pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.



23

L'OMC fait partie de l'Équipe spéciale de haut niveau conduite par le Secrétaire général de l'ONU, qui réunit 23 organisations internationales et institutions de l'ONU et qui œuvre à la réalisation des ODD.

Réunions de haut niveau

En novembre, la DG a assisté à une réunion organisée par le Chancelier allemand Olaf Scholz sur le thème « Strengthening the multilateral order together » (Renforcer l'ordre multilatéral ensemble), aux côtés des dirigeants de l'Organisation internationale du travail (OIT), du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale. En décembre, elle a également participé, avec des dirigeants d'autres organisations internationales, à la septième table ronde « 1+6 », organisée par le Premier Ministre chinois Li Keqiang pour réfléchir aux moyens de promouvoir une croissance solide, inclusive et durable.

OCDE

Une délégation de haut niveau de l'OCDE, conduite par le Secrétaire général Mathias Cormann, s'est rendue à l'OMC le 13 septembre dans le cadre d'une initiative suisse visant à approfondir la collaboration entre les organisations internationales et à souligner l'importance de Genève en tant que centre multilatéral. L'OCDE et l'OMC coopèrent dans des domaines très divers, notamment pour la Base de données sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA) et pour l'amélioration de la mesure du commerce numérique (voir la page 176). Elles élaborent des indicateurs de la facilitation des échanges, avec un outil interactif en ligne couvrant 152 économies.

Organisation des Nations Unies

La DG Okonjo-Iweala a pris part aux réunions de printemps et d'automne du Conseil des chefs de Secrétariat des organismes des Nations Unies (CCS), constitué des chefs de Secrétariat des institutions, fonds et programmes des Nations Unies et des chefs de Secrétariat du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC.

L'OMC fait partie de l'Équipe spéciale de haut niveau conduite par le Secrétaire général de l'ONU, qui réunit 23 institutions des Nations Unies et organisations internationales pour coordonner les politiques et garantir un leadership politique en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU.

CNUCED, ITC et commissions régionales des Nations Unies

La CNUCED, l'ITC et l'OMC publient conjointement, chaque année, les « Profils tarifaires dans le monde » (voir la page 169), ainsi que des statistiques trimestrielles et annuelles du commerce international des services. Ils organisent aussi ensemble des activités de renforcement des capacités statistiques, notamment des cours de formation et des cours d'apprentissage en ligne.

La coopération entre l'OMC et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) s'est développée, en particulier s'agissant d'aider les PMA qui changent de catégorie (voir la page 138) à s'adapter à leur nouvelle situation.

La DG Okonjo-Iweala et le Président de la FIFA, Gianni Infantino, conviennent de travailler ensemble pour faire du commerce international et du football des moteurs du développement économique et social.



GROS PLAN

Série de conférences présidentielles

Le commerce international ouvert et équitable est au cœur des efforts visant à réinventer l'ordre mondial en vue de faire face aux problèmes les plus pressants auxquels le monde est confronté, a déclaré S.E. Mme Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade, à un large public lors de l'inauguration de la Série de conférences présidentielles de l'OMC, le 23 mars 2022, au siège de l'OMC à Genève.



S.E. Mme Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade, donne la conférence inaugurale de la Série de conférences présidentielles de l'OMC.



Des ambassadeurs auprès de l'OMC, des représentants des autorités suisses, des dirigeants d'organisations intergouvernementales, ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales, d'entreprises et d'universités ont participé à l'événement, qui a été ouvert par la Directrice générale, Mme Ngozi Okonjo-Iweala.

Dans ses remarques liminaires, la Directrice générale a souligné l'objectif de la Série de

conférences présidentielles de l'OMC consacrée au thème « Les institutions et les valeurs multilatérales sont menacées ». Les intervenants présenteront des moyens possibles d'aller de l'avant, en vue de la réalisation des objectifs fondamentaux de l'OMC que sont le relèvement du niveau de vie des populations, la création d'emplois et la promotion du développement durable.

La DG Okonjo-Iweala a chaleureusement souhaité la bienvenue à la Première Ministre Mottley: « Depuis sa prise de fonctions en 2018, la Première Ministre Mottley est devenue l'une des voix les plus puissantes parmi les dirigeants politiques sur la scène internationale. Elle n'a pas peur; elle dit la vérité aux décideurs sur des questions comme la justice climatique, l'inégalité en matière de vaccins, la dette souveraine et les vulnérabilités particulières auxquelles les petites économies sont confrontées. Elle permet à la Barbade de jouer dans la cour des grands ».

Dans son discours, Mia Mottley a noté les échecs de l'ancien ordre mondial, mettant en avant des questions comme la dette mondiale, la rapidité du changement climatique, la pandémie de COVID-19 et la guerre en

Informations de base

La Série de conférences présidentielles de l'OMC est une plate-forme permettant à d'éminents orateurs venus de différents horizons – présidents, premiers ministres et responsables politiques de haut rang, dirigeants d'entreprises, scientifiques, auteurs et philanthropes – de discuter de questions de coopération multilatérale et de gouvernance mondiale, y compris de questions liées au commerce et d'objectifs de développement durable.



Le monde a besoin de plus de mobilité dans la main-d'œuvre, les capitaux et les technologies, pour combattre le changement climatique. Nous devons participer à la révolution numérique pour améliorer la santé, l'éducation et la qualité de la vie.

Mia Amor Mottley

Ukraine. « L'ordre mondial ne fonctionne pas ; il ne produit pas de résultats dans les domaines d'une importance cruciale, des résultats qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif du développement durable pour la majorité de la population mondiale », a-t-elle dit.

Les dirigeants du monde entier doivent montrer une véritable volonté politique de transformer l'ordre mondial sans « se retrancher derrière les lignes de défense nationales et régionales », a dit la Première Ministre Mottley, soulignant que « l'OMC peut et doit être à l'avant-garde du changement dont nous avons besoin ». Elle a mis en exergue « la nécessité absolue pour nous d'apporter l'architecture d'un nouvel ordre mondial dans le XXI^e siècle – un ordre mondial transparent et équitable, ancré dans une légitimité morale ».

Mia Mottley a exposé les principaux obstacles au commerce auxquels les exportateurs des petits pays insulaires en développement font face, comme le fossé numérique, le manque de mécanismes de financement et des normes discriminatoires. « Ce sont ces éléments, et non les droits de douane, la compétitivité et les avantages comparatifs, qui constituent les obstacles au commerce international d'aujourd'hui. Ils risquent aussi d'empêcher une lutte efficace et équitable contre le

changement climatique, qui passe par le transfert mondial de capitaux, de technologies et des perspectives », a-t-elle dit.

L'intervenante a poursuivi : « Le monde a besoin de plus de mobilité dans la main-d'œuvre, les capitaux et les technologies, pour combattre le changement climatique. Nous devons participer à la révolution numérique pour améliorer la santé, l'éducation et la qualité de la vie. Le commerce international est au cœur de la solution en ce qui concerne le changement climatique et l'utilisation du commerce numérique pour faire progresser le développement au niveau mondial ».

Mia Mottley a conclu ce qui suit : Le nouvel ordre mondial « exige une OMC de nouvelle génération, déterminée à dénoncer les obstacles au commerce équitable et à être encore plus représentative, qui agisse comme une force compensatrice et réformatrice face à la tendance à des relations commerciales étroites et exclusives, et participe aux discussions du plus haut niveau pour aborder les aspects des problèmes mondiaux liés au commerce international ».

L'Ambassadrice Athaliah Lesiba Molokomme (Botswana) a assuré la modération lors de cet événement.

S.E. Mme Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade, discutant avec la DG Okonjo-Iweala et l'Ambassadrice Athaliah Lesiba Molokomme (Botswana).



Contacts avec le monde des entreprises

- À l'occasion de la douzième Conférence ministérielle (CM12) tenue en juin 2022, des représentants d'entreprises ont rencontré la Directrice générale pour encourager les Membres de l'OMC à œuvrer à l'obtention de résultats ambitieux à la Conférence.
- Lors du Forum public de l'OMC, des organisations professionnelles ont organisé 33 séances sur des sujets tels que la mise en place d'un programme inclusif pour le commerce et l'importance grandissante des services et du commerce numérique.

Informations de base

Il y a toujours eu des liens étroits entre les entreprises et l'OMC. Le secteur privé est le principal bénéficiaire de règles et obligations commerciales transparentes et prévisibles. Les entreprises sont un interlocuteur important tant pour les gouvernements que pour l'OMC. Elles participent activement au système commercial multilatéral et prennent part aux activités publiques de l'OMC.

La DG rencontre des représentants d'entreprises lors de la CM12

En marge de la CM12, la Chambre de commerce internationale (CCI), qui représente les milieux d'affaires mondiaux, a organisé une réunion entre la DG Okonjo-Iweala et 50 représentants d'entreprises. Dans une déclaration, la CCI a encouragé les Ministres à œuvrer à l'obtention de résultats ambitieux qui répondent aux besoins des économies et des populations du monde entier.

Producteurs de traitements contre la COVID-19

En novembre, la DG a rencontré les dirigeants des entreprises engagées dans la production de traitements clés contre la COVID-19, en vue d'améliorer l'accès des économies à revenu faible ou intermédiaire à ces traitements. La réunion faisait suite à un dialogue positif que la DG avait eu avec des chefs d'entreprises de fabrication de vaccins. À la CM12, les Ministres ont accordé une dérogation ciblée pour les brevets relatifs aux vaccins contre la COVID-19, et les Membres de l'OMC étudient la possibilité d'élargir cette décision pour inclure les outils de diagnostic et les traitements (voir la page 61).

Les entreprises au Forum public

Dans le cadre du Forum public, dont le thème était « Vers une reprise durable et inclusive :



33

Lors du Forum public de l'OMC, des organisations professionnelles ont organisé 33 séances



Une séance du Forum public de l'OMC organisée en collaboration avec la Chambre de commerce internationale.



La DG Okonjo-Iweala reçoit le World Trade Award du Conseil national du commerce extérieur à Washington, D.C.

de l'ambition à l'action », 33 séances ont été organisées par des organisations professionnelles. Elles étaient consacrées à des thèmes tels que la mise en place d'un programme inclusif pour le commerce et l'importance grandissante des services et du commerce numérique, le rôle du commerce dans la préservation de la biodiversité et l'autonomisation des petites entreprises grâce aux technologies numériques.

Autres contacts avec les entreprises

Tout au long de l'année, les fonctionnaires de l'OMC, y compris la DG, ont rencontré des membres des milieux d'affaires, à Genève ou ailleurs. Les principaux sujets abordés étaient notamment l'état d'avancement des négociations commerciales à l'OMC, les tensions commerciales et l'impasse de l'Organe d'appel (voir la page 134).

En avril 2022, la DG a reçu à Washington le prestigieux World Trade Award du Conseil national du commerce extérieur. Ce prix, obtenu précédemment par Nelson Mandela, Kofi Annan et l'ancien Représentant des États-Unis pour le commerce international Mike Froman, récompense les contributions remarquables au renforcement de l'ouverture du commerce.

En juin 2022, à San Sebastián (Espagne), la DGA de l'OMC Anabel González a pris la parole à l'occasion d'une réunion accueillant plus de 800 chefs d'entreprise espagnols; elle a déclaré que les entreprises du monde entier devaient investir en faveur d'un système commercial mondial plus robuste et souple dans l'intérêt de tous. « Plus que jamais, les entreprises ont besoin de conditions stables, prévisibles et uniformes pour accéder aux marchés mondiaux, ce que seul le système commercial de l'OMC fondé sur des règles peut assurer », a-t-elle dit.



Plus que jamais, les entreprises ont besoin de conditions stables, prévisibles et uniformes pour accéder aux marchés mondiaux, ce que seul le système commercial de l'OMC fondé sur des règles peut assurer.

DDG Anabel González

Relations avec les organisations non gouvernementales

- À l'occasion de la douzième Conférence ministérielle (CM12), la DG Okonjo-Iweala a informé les organisations non gouvernementales (ONG) sur l'état d'avancement des négociations. Près de 444 ONG se sont inscrites à la Conférence.
- Le nombre de séances coorganisées par des ONG durant le Forum public 2022 a presque doublé pour atteindre 60.

Pendant la CM12, la DG Okonjo-Iweala a informé les ONG accréditées sur l'état d'avancement des négociations, notamment sur les subventions à la pêche (voir la page 55), la dérogation à l'Accord sur les ADPIC (voir la page 61) et l'agriculture. Plus de 52 représentants d'ONG étaient présents.

Avant la CM12, des représentants de près de 200 associations de défense de l'environnement ont transmis à la Directrice générale une lettre adressée aux Membres de l'OMC, appelant les gouvernements à conclure rapidement un accord mondial pour éliminer les subventions à la pêche préjudiciables.

Durant la CM12, un centre dédié a été mis à la disposition des ONG pour leur permettre d'organiser des réunions et d'assister aux

Informations de base

L'OMC entretient un dialogue régulier avec les organisations de la société civile pour renforcer la coopération et faire mieux connaître ses activités ainsi que le système commercial multilatéral. Maintenir et renforcer la relation avec la société civile demeure important pour accroître la transparence et sensibiliser davantage le public aux travaux menés par l'Organisation.



Équateur : Améliorer la participation de la société civile à l'élaboration de la politique commerciale

En Équateur, un atelier visant à améliorer la participation de groupes de la société civile à la négociation et la mise en œuvre d'accords commerciaux a été organisé en octobre 2022 par l'Universidad Andina Simón Bolívar, qui participe au Programme de chaires de l'OMC. Des membres du mécanisme national de dialogue avec la société civile et des fonctionnaires de différents ministères ont réfléchi aux moyens d'améliorer la participation des ONG à la conclusion des accords commerciaux. Les résultats de l'atelier ont été présentés au DGA Zhang lors d'un événement rassemblant les chaires de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes à Quito en novembre 2022.

points quotidiens du Secrétariat sur les discussions tenues à la Conférence. Au total, 439 ONG se sont inscrites à la CM12 et 466 badges ont été imprimés pour des représentants d'ONG.

Les ONG ont joué un rôle actif dans le Forum public annuel de l'OMC (voir la page 162), y coorganisant 60 réunions, contre 35 l'année antérieure.

En 2022, les ONG ont été conviées à sept séances d'information du Secrétariat de l'OMC sur les réunions du Comité des négociations commerciales et du Conseil général. Près de 60 représentants de 30 ONG ont bénéficié de séances d'information sur les travaux de l'OMC.

Le DGA Zhang avec le titulaire de la chaire de l'OMC en Équateur à la réunion du réseau du PCO dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

Contacts avec les parlementaires

- Durant la douzième Conférence ministérielle (CM12), une délégation de parlementaires a présenté à la DG Okonjo-Iweala une déclaration appuyant fermement le système commercial multilatéral.
- La déclaration appelait également la Conférence ministérielle à être un point de départ de la réforme de l'OMC, pour que l'Organisation puisse relever les défis du XXI^e siècle.

Durant la CM12, une délégation de parlementaires a présenté à la DG Okonjo-Iweala une déclaration appuyant fermement le système commercial multilatéral et lançant un appel pour que la Conférence soit le point de départ de la modernisation de l'OMC. Cette déclaration a été présentée par Bernd Lange, coprésident du Comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC, et trois autres membres du Comité.

« La CM12 représente une opportunité importante de rétablir la confiance dans le système commercial multilatéral et devrait être le point de départ pour la modernisation et la réforme de l'OMC afin qu'elle puisse jouer un rôle dans la résolution des défis du XXI^e siècle, y compris des questions telles que les changements climatiques et la durabilité, et notamment aujourd'hui la sécurité alimentaire mondiale », indiquait la déclaration.

Informations de base

Les parlementaires jouent un rôle important dans le système commercial multilatéral. Les accords résultant de négociations intergouvernementales menées dans le cadre de l'OMC doivent généralement être approuvés par les législateurs. L'OMC s'efforce donc de maintenir un dialogue ouvert avec les parlementaires et de les aider à mieux comprendre l'Organisation et ses travaux.



Le Comité directeur, présidé conjointement par l'Union interparlementaire (UIP) et le Parlement européen, s'est réuni le 13 juin à Genève pour examiner le rôle de l'OMC et les défis auxquels le commerce mondial est confronté. Il a été informé par le Secrétaire de l'OMC de l'état d'avancement des négociations commerciales et des thèmes de discussion de la CM12.

Le Comité directeur a également tenu des réunions en avril et septembre, auxquelles ont participé respectivement la DGA Ellard et le DGA Paugam. Les deux fonctionnaires de l'OMC ont souligné l'importance du dialogue entre les parlementaires et l'OMC. En septembre, le Comité a organisé, pendant le Forum public de l'OMC, une séance intitulée « La sécurité alimentaire comme élément clé d'un système commercial plus résilient, durable et inclusif » (voir la page 162).

Le Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong, a pris la parole lors d'une manifestation coorganisée en mai 2022 par l'OMC, la Rajaratnam School for International Studies (RSIS) de Singapour et la Fondation Temasek (Singapour) à l'intention des parlementaires de la région Asie-Pacifique. Il a souligné le rôle accru des parlementaires s'agissant des questions liées à l'OMC.

Des activités de sensibilisation de l'OMC ont été organisées à l'intention de parlementaires à Buenos Aires en novembre et à Marrakech (Maroc) en décembre. Elles ont attiré plus de 200 législateurs de la région Amérique latine et Caraïbes et de la région arabo-méditerranéenne.

La DG Okonjo-Iweala reçoit une déclaration à l'appui de l'OMC de la part de députés européens au début de la CM12.

GROS PLAN

Forum public 2022

Consacré au thème « Vers une reprise durable et inclusive: de l'ambition à l'action », le Forum public 2022 s'est tenu du 27 au 30 septembre à l'OMC. Près de 1 300 personnes y ont assisté en présentiel. En tout, 147 séances ont été organisées, dont trois séances de haut niveau.



Les crises multiples appellent à réfléchir différemment

Interrogée par le présentateur Richard Quest de CNN lors de la séance d'ouverture, la DG Okonjo-Iweala a noté que le Forum public se déroulait à un moment difficile, tant pour le commerce mondial que pour l'économie mondiale, et en des temps d'instabilité géopolitique et de crises climatiques. Pour relever ces défis, il faudra adopter de nouvelles approches, a-t-elle dit.

« Nous ne pouvons pas faire comme si de rien n'était, car le monde se trouve dans une situation très difficile à l'heure actuelle », a dit la DG. « Actuellement, nous nous heurtons à des crises multiples, que j'ai souvent décrites comme une polycrise, des chocs exogènes simultanés qui frappent le monde ».

Lors d'une séance plénière ultérieure consacrée au thème du Forum – la reprise durable et inclusive –, une table ronde de haut niveau réunissant des experts venant de la société civile, du secteur privé et d'organisations internationales, a mis l'accent sur certains grands défis auxquels sont confrontés les décideurs: la reprise après la pandémie de COVID-19, la menace des pandémies futures, ainsi que l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci.



1 300

Près de 1 300 personnes ont assisté au Forum public en présentiel.

Informations de base

Le Forum public est la principale activité de communication annuelle de l'OMC. Il offre un cadre privilégié à des chefs d'État, des parlementaires, des représentants des entreprises, des étudiants, des universitaires et des membres de la société civile pour se réunir et débattre d'un grand nombre de sujets relatifs au commerce et au développement.

Exploiter des technologies pour promouvoir la croissance inclusive

Un autre débat de haut niveau, faisant intervenir des organisations de la société civile et le secteur privé, a été consacré à la façon dont la technologie peut être un catalyseur de croissance inclusive. Il est ressorti des discussions l'importance d'instaurer des conditions équitables d'accès au numérique pour que la numérisation puisse être un moteur essentiel de la croissance économique.

Les intervenants ont indiqué que des milliers d'entreprises africaines avaient utilisé des plates-formes numériques pendant la pandémie de COVID-19 pour élargir leur base de consommateurs et nouer des liens avec de nombreuses autres économies. Les entreprises africaines disposent d'un potentiel énorme pour tirer avantage des possibilités du numérique, ont-ils ajouté.

Soulignant l'importance des règles commerciales, les intervenants ont mentionné les négociations en cours à l'OMC sur le commerce électronique (voir la page 65). Si les décideurs peuvent mettre en place les règles appropriées pour le commerce électronique, ce ne sont pas seulement les économies développées, mais aussi les économies en développement qui en bénéficieront, ont-ils déclaré.

Mettre en place un programme sur le commerce pour un avenir durable

Des représentants d'organisations internationales, du secteur privé et d'universités ont fait part de leurs vues sur les moyens de « Mettre en place un programme sur le commerce pour un avenir durable ». Durant la séance dédiée à ce sujet, il a été souligné qu'il était nécessaire de mener une réflexion radicale et de briser le cloisonnement entre le commerce et l'environnement pour aider la communauté internationale à intégrer le commerce dans la solution au changement climatique.



La DG Okonjo-Iweala échange avec le présentateur de CNN Richard Quest au Forum public 2022.

Les participants ont reconnu que les organisations internationales, les gouvernements, les entreprises et la société civile devaient travailler en coordination pour mettre à jour les règles de l'OMC, qui avaient été rédigées il y a plus d'un quart de siècle à une époque où la crise environnementale était bien moins aiguë.

Pour rendre compte de l'étape importante que représente l'accord sur les subventions à la pêche (voir la page 55) adopté en juin 2022 et encourager son entrée en vigueur rapide, une exposition de photographies intitulée «Sauvons un océan épuisé» et illustrant les dangers liés à l'épuisement des stocks de poissons a été organisée, en partenariat avec la Coalition « Stop Funding Overfishing ».

Lever les obstacles rencontrés par les femmes entrepreneurs

Une séance de haut niveau a présenté les expériences des femmes entrepreneurs et mis l'accent sur l'importance d'une reprise économique inclusive. Les entreprises détenues par des femmes rencontrent davantage d'obstacles depuis le début de la pandémie de COVID-19, qui viennent s'ajouter aux problèmes de longue date, tels

que le manque d'accès au financement et la discrimination entre les hommes et les femmes.

Pour surmonter les obstacles qui tiennent les femmes à l'écart des marchés internationaux, la DG Okonjo-Iweala a appelé à la « mise en place de politiques commerciales actives qui garantissent la non-discrimination et aident les femmes à accéder aux chaînes de valeur mondiales ». Elle a ajouté: « Avec les bons outils pour être compétitives et les bonnes politiques, les femmes peuvent briser le plafond de verre dans le domaine commercial ».

Impliquer les jeunes

Une séance tenue le 30 septembre et intitulée « La paix manquante » portait sur la manière dont on pouvait amener les jeunes à participer au commerce, à l'élaboration des politiques et à la consolidation de la paix pour un avenir plus durable. Plus d'un tiers des 1,8 milliard de jeunes dans le monde vivent dans des États fragiles et touchés par des conflits, où les possibilités d'éducation et d'emploi sont extrêmement limitées. La DG a souligné que le commerce pouvait jouer un rôle important pour briser le cercle vicieux de la pauvreté, de la frustration et des conflits dans ces pays et pour accroître les possibilités pour les jeunes.

Programme « Le commerce au service de la paix »

- Les Ministres du Groupe g7+ des accessions à l'OMC ont adopté une déclaration appelant à établir un programme de travail spécifique sur le commerce au service de la paix pour les États fragiles et touchés par des conflits.
- L'OMC a organisé la troisième édition de la Semaine du commerce au service de la paix sur le thème « Fragilité et conflit : consolider la paix grâce à l'intégration commerciale et économique ».

En juin 2022, les Ministres du Groupe g7+ des accessions à l'OMC se sont réunis en marge de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC. Au cours de la réunion, qui était la deuxième réunion ministérielle de ce type, le Groupe a fait le point sur ses cinq premières années d'activité et a adopté une déclaration appelant à établir un programme de travail spécifique sur le commerce au service de la paix pour les États fragiles et touchés par des conflits.

Informations de base

Le Groupe g7+ des accessions à l'OMC se compose de neuf membres – trois PMA ayant accédé à l'OMC (Afghanistan, Libéria et Yémen) et six PMA accédants (Comores, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Timor-Leste). Le programme « Le commerce au service de la paix » est né du lancement du Groupe g7+ des accessions à l'OMC. Il vise à promouvoir le système fondé sur des règles comme outil de consolidation de la paix en faisant valoir le rôle du commerce et de l'intégration économique dans les domaines de la sécurité et du développement. Il repose sur quatre piliers : engagement politique et partenariats ; sensibilisation et dialogue public ; recherche ; et formation et renforcement des capacités.

« Ayant subi l'expérience dévastatrice des conflits violents... nous avons urgemment besoin d'un soutien efficace pour accéder aux outils du commerce international offerts par l'OMC », a déclaré Mawine G. Diggs, Ministre du commerce et de l'industrie du Libéria, qui présidait la réunion.

Au nom de la Directrice générale, le DGA Zhang Xiangchen a salué les travaux du Groupe. « Je pense que l'objectif du Groupe est plus pertinent aujourd'hui que jamais, alors que nous assistons à une montée des tensions causées par des conflits dans différentes régions du globe », a-t-il déclaré.

En novembre, l'OMC a organisé la troisième édition de la Semaine du commerce au service de la paix sur le thème « Fragilité et conflit : consolider la paix grâce à l'intégration commerciale et économique ». Cet événement, d'une durée de cinq jours, incluait des discussions de groupe durant lesquelles des Membres de l'OMC et des observateurs, ainsi que des décideurs et des experts, ont pu échanger des idées sur des domaines de collaboration concrets en vue de remédier aux difficultés rencontrées par les États fragiles et touchés par des conflits.

Lancée en septembre 2022, l'initiative « Futurs leaders du commerce au service de la paix » vise à impliquer davantage les jeunes à l'échelle mondiale dans les domaines du commerce et de la paix et à souligner l'importance des jeunes pour le futur du commerce et de la consolidation de la paix.

Les Ministres du Groupe g7+ des accessions à l'OMC se sont réunis en marge de la CM12 pour appeler à l'établissement d'un programme de travail spécifique sur le commerce au service de la paix en faveur des États vulnérables.





Contacts avec les médias

- La douzième Conférence ministérielle (CM12) a été, de loin, le plus important événement médiatique de l'OMC en 2022, couverte par plus de 270 journalistes accrédités.
- Les prévisions commerciales de l'OMC et la participation de l'Organisation au Sommet sur le climat (COP27) ont également suscité un grand intérêt médiatique.

La CM12 tenue en juin a été, de loin, le plus important événement médiatique de l'OMC en 2022: elle a en effet été couverte par des grands médias du monde entier. Plus de 270 journalistes du monde entier ont été accrédités pour la CM12, dont 154 étaient présents à Genève pour suivre l'événement en personne. L'équipe chargée des médias a organisé plus d'une douzaine de conférences de presse, points de presse et autres événements sur les cinq jours et demi qu'a duré la Conférence.

Le lancement des prévisions commerciales annuelles en avril et des prévisions commerciales révisées en octobre a suscité un fort intérêt de la part des médias. En tout, 87 journalistes ont participé à la conférence de presse organisée pour le lancement des prévisions annuelles et 33 journalistes ont

participé à la conférence de presse sur les prévisions révisées.

L'équipe chargée des médias a soutenu le rôle actif de l'OMC au Sommet sur le climat (COP27) tenu à Charm El-Sheikh (Égypte) en novembre, en organisant un point de presse pour le lancement du Rapport sur le commerce mondial (voir la page 172) et une conférence de presse avec la Directrice générale. Elle a également organisé des entretiens entre la DG et de grands médias à la COP27.

Les journalistes ont été invités à 47 conférences de presse, points de presse et autres événements de l'OMC en 2022. Les attachés de presse ont aidé à l'organisation de webinaires et de conférences en ligne, et ont appuyé les activités médiatiques organisées autour du Forum public (voir la page 162).

En coopération avec la Fondation Friedrich-Ebert, l'équipe chargée des médias a organisé à la fin de 2022 à l'OMC un séminaire à l'intention de 13 journalistes francophones d'Afrique, qui a donné lieu à 30 articles et émissions radiophoniques sur le commerce et l'OMC.

L'équipe de l'OMC chargée des médias a approuvé plus de 150 demandes d'inscription à la salle de presse en ligne qui permet aux journalistes d'accéder aux communiqués de presse et aux publications sous embargo. Le nombre total de journalistes accrédités enregistrés était de 2 085 à la fin de 2022.

L'équipe de l'OMC chargée des médias tient une conférence de presse au début de la CM12.



+ de 270

journalistes ont été accrédités pour la CM12, dont 154 ont assisté à l'événement en présentiel.

Contacts avec le public

- Le site Web de l'OMC a été visité plus de 2,9 millions de fois par mois en 2022.
- Les vidéos de l'OMC ont été visionnées plus de 220 000 fois. La vidéo la plus populaire, vue plus de 12 700 fois, a été le titre « Parlons de l'OMC ».
- Le nombre d'internautes suivant les activités de l'OMC sur Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram, Weibo et TikTok a augmenté de 8% pour atteindre deux millions.
- En 2022, l'OMC a fait paraître plus de 50 publications, sur des sujets allant du financement du commerce au changement climatique.

Site Web de l'OMC

Le site Web de l'OMC a été visité plus de 2,9 millions de fois par mois en 2022, soit une légère baisse par rapport au nombre record de 3,2 millions de visites atteint en 2021, lorsqu'un regain d'intérêt lié à l'arrivée de la nouvelle Directrice générale, Dre Ngozi Okonjo-Iweala, a été observé. La Chine est le pays qui a effectué le plus grand nombre de visites (21,3%), suivie des États-Unis (10,9%)

et de la Russie (6,3%). Le nombre total de pages consultées est passé à 81,9 millions, contre 94,6 millions en 2021. Plus de 530 nouvelles ont été publiées sur le site, soit 20% de plus qu'en 2020.

Les fichiers les plus téléchargés ont été notamment les publications phares de l'OMC, l'Examen statistique du commerce mondial 2021 (142 000 téléchargements), le Rapport annuel 2022 (plus de 51 000 téléchargements) et le Rapport sur le commerce mondial 2022 (22 200 téléchargements). La publication « Histoire et avenir de l'Organisation mondiale du commerce » a été téléchargée près de 108 000 fois.

Les vidéos de l'OMC ont été visionnées plus de 220 000 fois en 2022. La vidéo la plus populaire, vue plus de 12 700 fois, a été le titre « Parlons de l'OMC ». La vidéo « Parlons des droits de douane » a été vue plus de 6 100 fois et la conférence de presse sur les prévisions commerciales de l'OMC pour 2022-2023 a été visionnée plus de 4 400 fois. La série « Parlons du commerce » vise à expliquer des questions liées au commerce en un langage courant.

Quelque 83 700 personnes se sont inscrites pour recevoir des alertes électroniques sur les nouvelles de l'OMC (voir la figure 20). Les pays qui comptent le plus grand nombre

Figure 20 : Utilisateurs inscrits pour recevoir des alertes électroniques, par profession, à la fin de 2022

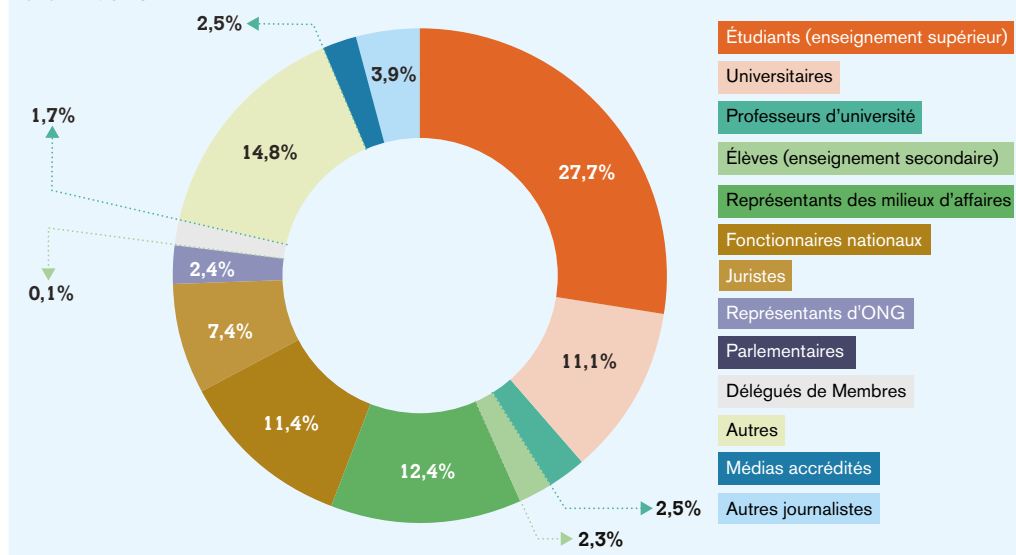
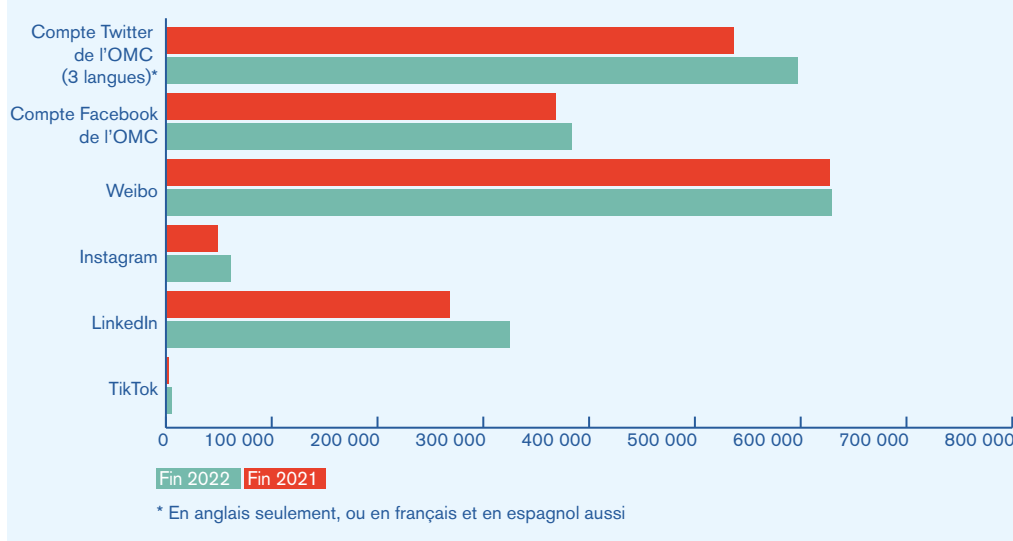


Figure 21 : Augmentation en pourcentage du nombre de personnes qui suivent l'OMC sur les plates-formes de réseaux sociaux



d'inscrits sont l'Inde (10,5%), suivie des États-Unis, du Mexique, du Pérou, de la Colombie et de la France.

Réseaux sociaux

Le nombre de personnes qui suivent l'OMC sur Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram, Weibo et TikTok a augmenté de 8% pour atteindre près de deux millions (voir la figure 21). C'est durant la douzième Conférence ministérielle (CM12) et le Forum public (voir la page 162) que la plus forte croissance de l'audience a été observée.

Les publications concernant les activités de la DG et la CM12 ont été les plus vues et commentées. Un autre sujet populaire a été l'Examen global de l'Aide pour le commerce en juillet 2022 (voir la page 141).

Pour promouvoir ses activités auprès d'un public plus large, y compris les jeunes, l'OMC a commencé à réaliser des « reels » (films) sur Instagram, qui contiennent des renseignements liés au commerce et présentent les activités de l'Organisation dans un format court encourageant les interactions avec les abonnés.

Produits audiovisuels

La production totale de vidéos a augmenté de 23% en 2022. Les nouvelles vidéos les plus visionnées ont été celles consacrées aux sujets suivants: la conférence présidentielle avec la Première Ministre de la Barbade Mia Amor Mottley (voir la page 156), suivie du Forum sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, un événement virtuel organisé sur le thème

« Réduire les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement pour un avenir durable », des prévisions commerciales 2022-2023 et de la CM12.

La production du podcast « Parlons du commerce », lancé pour étudier en profondeur des sujets spécifiques, a été multipliée par deux en 2022, avec trois nouvelles saisons dédiées aux chaînes d'approvisionnement mondiales, aux résultats de la CM12 et aux aspects du football liés au commerce. Dans « Buts commerciaux », une saison consacrée à la chaîne de valeur mondiale du football, des représentants d'entreprises, des joueurs de football, des juristes du sport, des experts de l'OMC et d'autres font part de leurs vues sur le football en tant que jeu national et produit mondial.

Présentation d'exposés à des groupes d'étudiants

Jusqu'à mi-mai 2022, la présentation d'exposés aux étudiants a eu lieu sous forme virtuelle en raison de la COVID-19. Une fois que le bâtiment a été rouvert aux visiteurs, la plupart des exposés ont été présentés sur place. L'OMC a organisé 81 exposés pour quelque 2 430 participants.

Pour la plupart, les exposés portaient sur l'histoire, les fonctions et les travaux de l'OMC en général, mais quelques-uns ont été consacrés aux affaires juridiques, à la propriété intellectuelle et aux possibilités de carrière. Il y a eu 65 exposés en anglais, 7 en français, 2 en allemand, 2 en suédois, 1 en arabe, 1 en finnois, 1 en grec, 1 en portugais et 1 en ukrainien.

Toucher un public numérique

La plate-forme numérique de l'OMC

La bibliothèque en ligne de l'OMC compte actuellement plus de

1 880

titres de l'OMC

www.wto-ilibrary.org



320

documents de travail de l'OMC



1 200

rapports concernant le règlement des différends

Publications de l'OMC



51 000

abonnés sur Facebook



70 000

abonnés sur Twitter

Publications de l'OMC

En 2022, l'OMC a fait paraître plus de 50 publications, sur des sujets allant du financement du commerce au changement climatique. La plupart des publications de l'OMC peuvent être téléchargées sur le site de l'Organisation en anglais, français et espagnol, et des copies imprimées peuvent être achetées à la librairie de l'OMC à Genève et sur la librairie en ligne de l'OMC. Les applications de l'OMC sont disponibles gratuitement sur l'App Store et Google Play.

Publications phares



Rapport annuel

ISBN 978-92-870-5389-3 | CHF 50

Le rapport offre un compte rendu complet des activités menées par l'OMC en 2021 et au début de 2022. Il aborde également la conclusion réussie de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC tenue en juin 2022, qui était initialement prévue à la fin de l'année 2021.



Rapport sur le commerce mondial 2022 : Changement climatique et commerce international

ISBN 978-92-870-5398-5 | CHF 60

Le rapport examine les liens complexes qui existent entre le changement climatique et le commerce international, et la façon dont le commerce international peut contribuer à la lutte contre le changement climatique.



Examen statistique du commerce mondial 2022

ISBN 978-92-870-5361-9 | CHF 50

Un aperçu complet des évolutions récentes du commerce mondial, fournissant une analyse détaillée des dernières tendances du commerce des marchandises et des services.

Autres publications annuelles



Profils commerciaux 2022

ISBN 978-92-870-5379-4 | CHF 60
Indicateurs clés sur le commerce des marchandises et des services de 197 économies. Met en relief les principales exportations et importations et les principaux partenaires commerciaux de chaque économie.

Profils tarifaires dans le monde 2022

ISBN 978-92-870-5370-1 | CHF 50
Renseignements détaillés sur les droits de douane et les mesures non tarifaires appliqués par plus de 170 pays et territoires douaniers. Copublié avec l'ITC et la CNUCED.



Examens des politiques commerciales

CHF 60 par rapport d'examen
Quatorze examens des politiques commerciales analysant les politiques et pratiques commerciales ont été publiés en 2022, pour les Membres suivants: Argentine, Bahreïn, Chine, Fédération de Russie, Guyana, Maurice, Oman, Qatar, République de Corée, République kirghize, Singapour, Tadjikistan, Tonga et Viet Nam.

Rapports sur le règlement des différends 2021

CHF 220
Rapport du groupe spécial dans l'affaire « États-Unis – Olives mûres en provenance d'Espagne ». Copublié avec Cambridge University Press.



Nouvelles publications



Le financement du commerce en Afrique de l'Ouest : Étude sur la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal

Uniquement en format numérique | Gratuit
Cette étude examine les obstacles au financement du commerce rencontrés par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal, et l'augmentation des échanges commerciaux qui résulterait d'une réduction des déficits de financement du commerce. Copublié avec la Société financière internationale.

Rapport d'étude de l'OMD/OMC sur les technologies de rupture

Uniquement en format numérique | Gratuit

Cette publication montre comment les technologies dites "de rupture", comme la chaîne de blocs, l'Internet des objets, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, peuvent être utilisées pour faciliter la circulation des marchandises à travers les frontières. Copublié avec l'Organisation mondiale des douanes.

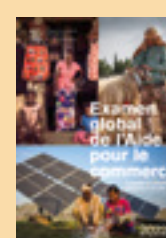


Implementing the WTO Agreement on Fisheries Subsidies : Challenges and Opportunities for Developing and Least-Developed Country Members (Mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche : Défis et possibilités pour les pays en développement et les pays les moins avancés Membres)

Uniquement en format numérique | Gratuit
Le rapport examine les mesures d'aide bilatérales et multilatérales existantes en faveur de la pêche durable, y compris la manière dont ces mesures peuvent aider les pays à respecter leurs obligations au titre du nouvel Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche.

Examen global 2022 de l'Aide pour le commerce : Permettre un commerce connecté et durable

ISBN 978-92-870-7331-0 | CHF 50
Faisant fond sur l'Exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC de 2022, cette publication présente une analyse des réponses apportées par des économies en développement, des PMA et des donateurs et délimite les futurs domaines prioritaires pour l'Initiative Aide pour le commerce.





Panorama de l'Aide pour le commerce 2022 : Permettre un commerce connecté et durable

ISBN 978-92-870-7316-7 | CHF 50
Ce rapport analyse l'évolution des flux d'Aide pour le commerce dans le contexte de crises récentes, comme la pandémie de COVID-19, qui ont eu des effets notables sur le commerce et l'investissement. Copublié avec l'OCDE.

Lutte contre le commerce illicite de produits médicaux : renforcer la coopération internationale pour une meilleure santé

Uniquement en format numérique | Gratuit
Cette publication fait le tour des outils et activités de l'OMC qui peuvent aider les Membres de l'Organisation à élaborer et renforcer les réponses en matière de politique commerciale visant à lutter contre le commerce illicite de produits médicaux.



Thérapie par le commerce : Approfondir la coopération pour renforcer les moyens de lutter contre les pandémies

ISBN 978-92-870-7323-5 | CHF 50
La publication contient de nouvelles données sur le commerce des biens et services médicaux, examine les différentes politiques, et propose un plan d'action pour faire face aux futures pandémies. Copublié avec la Banque mondiale.

Boîte à outils pour le commerce transfrontières sans papier

Uniquement en format numérique | Gratuit
Cette boîte à outils vise à faire mieux connaître les outils techniques et juridiques à utiliser pour adopter des systèmes de commerce transfrontières sans papier. Copublié avec la CESAP et la CNUDCI.



WTO Contribution to the 2022 UN High-Level Political Forum (Contribution de l'OMC au Forum politique de haut niveau des Nations Unies 2022)

Uniquement en format numérique | Gratuit
Le rapport 2022 est consacré aux efforts déployés par l'OMC pour réaliser les cibles relatives au commerce des ODD 4, 5, 14, 15 et 17.

Incidences de la perte du statut de PMA sur le commerce : Questions relatives aux accords de l'OMC

Uniquement en format numérique | Gratuit
Cette édition de poche de la publication « Trade Impacts of LDC Graduation » résume les incidences de la perte du statut de PMA sur les questions liées aux règles de l'OMC. Copublié avec le CIR.



Subventions, commerce et coopération internationale

ISBN 978-92-870-7231-3 | CHF 30
Cette publication vise à mettre en évidence les avantages que pourrait présenter une coopération plus étroite entre les gouvernements en ce qui concerne les subventions, et à examiner certains domaines dans lesquels elle pourrait être poursuivie de manière constructive. Copublié avec le FMI, l'OCDE et la Banque mondiale.

Les promesses des technologies au service du commerce : Politiques visant à tirer parti de la numérisation du commerce

ISBN 978-92-870-7320-4 | CHF 30
Cette publication étudie comment la coordination internationale des politiques pourrait favoriser l'adoption des technologies numériques et la numérisation du commerce dans le monde entier. Copublié avec le Forum économique mondial.





The Crisis in Ukraine: Implications of the War for Global Trade and Development (La crise en Ukraine : Incidence de la guerre sur le commerce et le développement au niveau mondial)

Uniquement en format numérique | Gratuit

Cette publication examine l'incidence de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement au niveau mondial. Elle montre, en particulier, comment la guerre cause d'importants risques pour la sécurité alimentaire et énergétique et aggrave les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement.

One Year of War in Ukraine: Assessing the Impact on Global Trade and Development (Un an de guerre en Ukraine : L'impact sur le commerce mondial et le développement)

Uniquement en format numérique | Gratuit

Cette publication examine l'incidence de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement au niveau mondial, et analyse en particulier l'impact de la guerre sur les exportations de l'Ukraine et de la Russie, et les réponses apportées par les économies qui dépendent fortement des importations en provenance de la région.



Trade in Knowledge: Intellectual Property, Trade and Development in a Transformed Global Economy (Le commerce des connaissances : Propriété intellectuelle, commerce et développement dans une économie mondiale transformée)

Publié sous la direction d'Antony Taubman et de Jayashree Watal.

ISBN 9781108748476 | CHF 50
 Cette publication offre une nouvelle compréhension de ce qu'est le commerce des connaissances dans l'environnement technologique et commercial actuel. Copublié avec Cambridge University Press.

Le rôle des technologies avancées dans le commerce transfrontières : Point de vue des douanes

Uniquement en format numérique | Gratuit

Cette publication apporte un éclairage sur les opportunités et les défis que rencontrent les autorités douanières lorsqu'elles déploient des technologies telles que la chaîne de blocs, l'Internet des objets, les mégadonnées, l'analyse des données, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Copublié avec l'Organisation mondiale des douanes.



Guide pratique des normes pour le commerce transfrontières sans papier : Accélérer la numérisation du commerce par l'utilisation des normes

Uniquement en format numérique | Gratuit

Ce guide pratique contient les normes en matière de numérisation du commerce les plus connues et les plus largement utilisées pour tirer parti des avantages du commerce transfrontières sans papier. Copublié avec la Chambre de commerce internationale.

Textiles and Clothing in Asian Graduating LDCs: Challenges and Options (Textiles et vêtements dans les pays asiatiques retirés de la liste des PMA : Difficultés et possibilités)

Uniquement en format numérique | Gratuit

Le secteur des textiles et des vêtements a constitué un moteur essentiel de la croissance des exportations dans les PMA asiatiques qui sont en passe d'être retirés de la liste des PMA. Ce report examine les conséquences probables du reclassement sur ces PMA. Copublié avec le CIR, l'ITC, le DESA et la CNUCED.



Promouvoir les possibilités commerciales des pays les moins avancés : Progrès accomplis ces 10 dernières années et priorités actuelles

Uniquement en format numérique | Gratuit

Ce rapport souligne que des efforts internationaux supplémentaires sont nécessaires pour aider les PMA à accroître leur participation au commerce mondial et à faire face aux défis posés par la pandémie de COVID-19.

Activités de recherche économique

- Le Rapport sur le commerce mondial, publication phare de l'OMC, a examiné comment le commerce international et les règles commerciales pouvaient contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- D'après un rapport de l'OMC, du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, la transparence est essentielle pour comprendre l'impact des subventions publiques sur le commerce international et pour en réduire les effets négatifs au minimum.
- Un rapport de l'OMC et de la Banque mondiale a étudié la façon dont le commerce peut être utilisé au service de la sécurité sanitaire mondiale.

Rapport sur le commerce mondial 2022 : Changement climatique et commerce international

Le Rapport sur le commerce mondial 2022, publication phare de l'OMC, examine les liens complexes qui existent entre le changement climatique et le commerce international, et la façon dont le commerce international et les règles commerciales peuvent contribuer à la lutte contre le changement climatique. Il montre que même si le commerce génère des émissions de gaz à effet de serre par le biais de la production et du transport, le commerce et les politiques commerciales peuvent considérablement aider les économies à réduire leurs émissions en accélérant la diffusion des biens, services et technologies environnementaux ainsi que des meilleures pratiques en la matière.



Principales conclusions du Rapport sur le commerce mondial 2022

Même si le changement climatique perturbe le commerce, le commerce international peut avoir un effet multiplicateur sur les efforts d'adaptation fournis par les économies, en réduisant leur coût et en augmentant leur impact. Les économies plus ouvertes au commerce ont tendance à avoir une plus grande capacité d'adaptation au changement climatique.

Le changement climatique bouleverse les perspectives économiques et commerciales dans le monde entier, et il constitue une menace majeure pour la croissance et la prospérité futures. L'agriculture, le tourisme et certains secteurs manufacturiers sont particulièrement vulnérables au changement climatique.

La transition vers une économie sobre en carbone nécessitera de décarboner le commerce international, y compris le transport. Les voies de décarbonation incluent le passage à des combustibles à faible teneur en carbone et l'amélioration de l'efficacité énergétique et opérationnelle.

Bien qu'il génère des émissions de gaz à effet de serre, le commerce peut accélérer la transition vers une économie sobre en carbone en facilitant l'accès aux technologies climatiques, en stimulant l'innovation, et en favorisant la concurrence et les économies d'échelle qui contribuent à abaisser les coûts.

La coopération commerciale internationale peut rendre les actions pour le climat plus crédibles et plus efficaces, et la transition bas-carbone plus juste, en minimisant les frictions commerciales et l'incertitude pour les investisseurs.



« Le commerce est l'une des pièces manquantes d'une action climatique plus ambitieuse et plus efficace », a déclaré la DG de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, lors du lancement du rapport en novembre à la 27^{ème} Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) tenue à Charm el-Cheikh (Égypte). « En dépit des forces qui menacent de démanteler la communauté internationale, nous ne devons pas séparer les économies et créer des blocs commerciaux distincts, sous peine d'amoinrir l'efficacité de l'action climatique. La fragmentation des chaînes d'approvisionnement et la relocalisation des activités manufacturières risquent de retarder la transition vers une économie sobre en carbone et de la rendre bien plus coûteuse », a-t-elle ajouté.

Subventions, commerce et coopération internationale

À la réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale, la DG Okonjo-Iweala a lancé, conjointement avec les dirigeants du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, un rapport sur les subventions, soulignant la nécessité de renforcer la coopération internationale.

Le rapport traite principalement des subventions pouvant avoir des conséquences préjudiciables au niveau international – en particulier celles qui peuvent avoir des effets de distorsion des échanges ou des investissements. D'après le rapport, la transparence est une première étape essentielle pour comprendre l'impact des subventions publiques sur le commerce international et pour en réduire les effets négatifs au minimum.

Commerce et santé

Un rapport OMC-Banque mondiale intitulé « Trade Therapy: Deepening cooperation to strengthen pandemic defenses » (Thérapie par le commerce : Approfondir la coopération pour renforcer les moyens de lutter contre les pandémies) souligne que l'ouverture des marchés peut favoriser l'accès aux services et aux produits médicaux, y compris aux intrants nécessaires pour les fabriquer, améliorer leur qualité et leur diversité et réduire les coûts.

Un commerce ouvert, conjugué au soutien financier des pouvoirs publics, a stimulé la mise au point rapide de vaccins contre la COVID-19. Toutefois, une concentration excessive de

la production, des politiques commerciales restrictives, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des divergences réglementaires peuvent compromettre les réponses de santé publique aux pandémies et à d'autres crises sanitaires. « Ce rapport souligne à quel point le commerce est une force de bien, en ce qu'il permet l'accès aux produits et services médicaux – mais aussi ce que nous pouvons améliorer, » a dit la DG Okonjo-Iweala lors du lancement en juin.

Politiques relatives à la numérisation du commerce

En avril, l'OMC et le Forum économique mondial ont lancé une publication conjointe intitulée « Les promesses des technologies au service du commerce : Politiques visant à tirer parti de la numérisation du commerce ». Elle étudie la façon dont les accords commerciaux peuvent être utilisés pour favoriser l'adoption des technologies numériques et la numérisation du commerce dans des domaines tels que la transmission de données et les cadres de responsabilité.

Les technologies de rupture au service de la gestion des frontières

Les technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, la chaîne de blocs, l'Internet des objets, la réalité virtuelle et l'impression 3D, peuvent être utilisées pour accroître l'efficacité des procédures douanières et faciliter la circulation des marchandises par-delà les frontières, comme le conclut le Rapport d'étude sur les technologies de rupture publié conjointement par l'OMC et l'Organisation mondiale des douanes. Ce rapport comprend 42 études de cas.

Indice des coûts du commerce

En 2022, la Division de la recherche économique et des statistiques a étendu l'indice des coûts du commerce à 118 économies, ce qui a permis pour la première fois d'évaluer l'impact des mesures de facilitation des échanges sur les coûts du commerce ainsi que les différences dans les coûts du commerce entre les pays sans littoral et les pays côtiers. Lancé en 2021, l'indice permet aux utilisateurs de suivre l'évolution des coûts du commerce mondial par pays et par secteur.



Mathilde Muñoz,
lauréate du Prix 2022
du meilleur article
décerné par l'OMC.

Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes

La lauréate du Prix 2022 du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes est Mathilde Muñoz du James M. and Cathleen D. Stone Center on Wealth and Income Inequality de l'Université de Californie, Berkeley. Son article s'intitule « Trading Non-Tradables: The Implications of Europe's Job Posting Policy ». Elle a reçu son prix de 5 000 CHF à la réunion annuelle de l'European Trade Study Group, tenue à Groningen (Pays-Bas) en septembre 2022.

Le jury de sélection a également décerné une mention honorable à Torsten Söchting Jaccard, de l'Université de Toronto, pour son article intitulé « Who Pays for Protectionism? The Welfare and Substitution Effects of Tariffs ».

Dans son article, Mathilde Muñoz examine les effets que le détachement des travailleurs a sur les résultats en matière de marché du travail et de bien-être. Le détachement de travailleurs est une opération de délocalisation de plus en plus importante en vertu de laquelle des travailleurs se rendent temporairement dans un pays étranger pour réaliser une tâche pour laquelle ils ont été engagés (par exemple, des services de plomberie), mais restent employés et payés dans leur pays d'origine.

Fondant ses travaux sur des données de l'Union européenne, Mme Muñoz montre que le recours au détachement de travailleurs a

engendré des gains économiques importants dans les économies à bas salaires qui envoient des employés, mais nuit aux travailleurs à faible salaire dans les économies à salaires élevés dans lesquelles les tâches sont réalisées.

Le jury de sélection considère que l'article de Mme Muñoz est novateur et créatif, et porte sur une question extrêmement importante pour le commerce mondial et l'OMC. Il s'agit également d'un domaine qui a été largement négligé dans les publications existantes.

Mathilde Muñoz est française. Elle a obtenu un doctorat à l'École d'économie de Paris en 2022. Actuellement postdoctorante, elle rejoindra la faculté de l'Université de Californie, Berkeley en juillet 2023 en tant que professeur assistante d'économie.

Jury de sélection

Le jury était composé pour 2022 de Beata Javorcik (professeure d'économie, Université d'Oxford), Robert Koopman (Directeur, Division de la recherche économique et des statistiques, OMC), Robert Staiger (professeur d'économie, Université de Dartmouth) et Alberto Trejos (professeur d'économie, INCAE Business School). Roberta Piermartini (Cheffe de la Section de l'analyse des coûts du commerce, Division de la recherche économique et des statistiques, OMC) a coordonné les travaux du jury.



Activités statistiques

- Les statisticiens de l'OMC ont suivi la reprise après la pandémie de COVID-19 dans le domaine du commerce international et des chaînes d'approvisionnement mondiales.
- L'Examen statistique du commerce mondial, publication phare de l'OMC dans le domaine statistique, a analysé la reprise des échanges après la pandémie. Il a été complété par deux autres publications statistiques annuelles, les Profils commerciaux et les Profils tarifaires dans le monde.
- Un rapport conjoint de l'OMC et de la Banque mondiale, intitulé « Thérapie par le commerce », contient les premières estimations sur le commerce des services médicaux selon les quatre modes de fourniture de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC.

Informations de base

La Division de la recherche économique et des statistiques apporte un soutien aux Membres et au Secrétariat de l'OMC en leur fournissant des données sur les questions de politique économique et commerciale et des services de conseil technique au sujet des négociations sur l'accès aux marchés et de la tenue des listes concernant les marchandises. C'est la principale source de statistiques commerciales de l'OMC et de données sur les droits de douane et les mesures non tarifaires. Elle fournit une assistance technique dans le cadre des cours de politique commerciale et des ateliers locaux et elle contribue aux activités statistiques interorganisations.

Faits nouveaux dans le domaine des statistiques liés à l'après-COVID-19

Les statisticiens de l'OMC ont suivi la reprise après la pandémie de COVID-19 dans le domaine du commerce international et des chaînes d'approvisionnement mondiales, et ont présenté des rapports et des éclairages analytiques.

En 2022, l'OMC a publié une note sur le commerce des biens intermédiaires afin de suivre les effets de la COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement internationales. Elle a également mis à jour la Liste indicative conjointe d'intrants essentiels aux vaccins contre la COVID-19, projet élaboré en coopération avec d'autres organisations internationales et avec le secteur privé. Par ailleurs, elle a publié une étude sur le commerce des produits médicaux dans le cadre du suivi des évolutions commerciales liées à la COVID-19.

Un rapport conjoint de l'OMC et de la Banque mondiale, intitulé « Thérapie par le commerce », contient les premières estimations sur le commerce des services médicaux selon les quatre modes de fourniture de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC. Le rapport étudie l'évolution des différentes politiques et propose un plan d'action visant à améliorer les politiques commerciales et à approfondir la coopération internationale pour faire face aux futures pandémies.

Publications statistiques et outils fondés sur les données

L'Examen statistique du commerce mondial 2022, publication phare de l'OMC dans le domaine des statistiques, analyse la reprise inégale du commerce après la crise sanitaire liée à la COVID-19. Les « Profils commerciaux 2022 » contiennent une série d'indicateurs clés sur le commerce des marchandises et des services, tandis que les « Profils tarifaires dans le monde 2022 » rendent compte des mesures tarifaires et non tarifaires.

L'édition 2022 des profils statistiques « Commerce en valeur ajoutée et chaînes de valeur mondiales » présente la teneur en valeur ajoutée des exportations de 66 économies et fournit des renseignements sur la participation de ces pays aux chaînes de valeur mondiales.



La DG Okonjo-Iweala annonce la publication des prévisions commerciales de l'OMC lors d'une conférence de presse tenue le 5 octobre.

Les derniers profils incluent, pour la première fois, des rapports sur la République démocratique populaire lao et le Myanmar.

L'OMC a lancé le Tableau de bord des statistiques de l'OMC, un nouvel outil de visualisation de données qui permet aux utilisateurs d'obtenir rapidement des renseignements sur les données commerciales et tarifaires. Il fournit des représentations graphiques des données relatives au commerce des marchandises, aux échanges de services commerciaux et à l'accès aux marchés.

En juin a été lancée la carte de chaleur de la connectivité commerciale, un outil en ligne conçu pour donner un aperçu général des relations commerciales entre les différentes économies dans plusieurs catégories de produits. Accessible depuis le Tableau de bord des statistiques, la carte de chaleur utilise des données sur les flux commerciaux bilatéraux de plus de 180 économies, regroupées en près de 70 groupes de produits.

Renforcement des capacités statistiques et coopération internationale

De nouvelles activités de formation statistique et d'assistance technique ont été organisées dans le cadre d'un projet conjoint OMC-OCDE-Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), lancé en 2020, pour étendre la couverture de l'Afrique dans les bases de données sur le TiVA.

Dans le cadre d'une révision, menée actuellement avec l'OCDE, le FMI et la CNUCED, du Manuel sur la mesure du commerce numérique publié pour la première fois en 2020, le Secrétariat de l'OMC a participé à divers ateliers sur la mesure du commerce numérique.

Les statisticiens de l'OMC ont contribué à des cours et séminaires en ligne organisés conjointement avec la CNUCED, l'ONU et les agences statistiques régionales et locales dans les économies en développement, à l'occasion desquels ils ont échangé des connaissances sur les meilleures pratiques en matière de collecte, de compilation et d'analyse des données sur le commerce des marchandises, le commerce des services et le commerce numérique.

Des outils en ligne permettant de diffuser des renseignements sur l'accès aux marchés et des statistiques commerciales sont régulièrement présentés dans le cadre de cours thématiques, de cours régionaux et de cours de politique commerciale et de séminaires adaptés aux besoins locaux.

Le Portail de suivi des Objectifs de développement durable (ODD), lancé par l'OMC, la CNUCED et l'ITC en 2020, a été tenu à jour. Il vise à améliorer la compréhension de la relation entre le commerce et le développement dans le Programme de développement durable.

L'OMC a lancé le Tableau de bord des statistiques de l'OMC, un nouvel outil de visualisation de données qui permet aux utilisateurs d'obtenir rapidement des renseignements sur les données commerciales et tarifaires.

Coopération avec les établissements universitaires

- **Le Programme de chaires de l'OMC (PCO) couvre désormais 36 établissements, répartis dans 6 régions, ce qui renforce considérablement sa capacité à éclairer la formulation des politiques commerciales locales et régionales.**
- **La Conférence annuelle du PCO, qui s'est tenue en juillet, a été axée sur la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12), pour que les chaires puissent aligner leurs travaux sur les priorités des Membres de l'OMC s'agissant de la mise en œuvre des résultats de la CM12.**
- **La DG Okonjo-Iweala a appelé les titulaires de chaires à proposer de nouvelles idées pour régler les questions non résolues. « Vous êtes la puissance intellectuelle qui peut nous aider à penser un peu différemment », a-t-elle dit.**

Informations de base

Le Programme de chaires de l'OMC (PCO), lancé en 2010, vise à promouvoir des travaux de recherche universitaire sur le commerce international qui répondent aux besoins des décideurs des économies en développement et des pays les moins avancés. Les titulaires de chaires sont sélectionnés par voie de concours. Les principaux objectifs du PCO sont de créer un réseau encourageant la recherche sur des questions relatives au commerce, d'apporter un soutien didactique pour l'élaboration de cours sur la politique commerciale, d'organiser des activités de sensibilisation pour diffuser la recherche et de conseiller les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes dans le domaine des politiques. Le PCO est financé par le Fonds global d'affectation spéciale de l'OMC, avec des contributions de la France, de l'Autriche, de la République de Corée et de l'Australie.

Réseaux universitaires mondiaux et régionaux

Le réseau de chaires, qui couvre désormais 36 établissements répartis dans 6 régions, a considérablement renforcé la capacité de ces derniers à mener des activités régionales et à éclairer la formulation des politiques commerciales locales et régionales. Le dernier groupe d'établissements, sélectionnés à la fin de l'année 2021, comprend des établissements des pays suivants : Cameroun, Chine, Colombie, Costa Rica, Égypte, Équateur, Inde, Lesotho, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Pérou, Rwanda, Taipei chinois, Tanzanie et Viet Nam.

Des événements de lancement ont eu lieu tout au long de l'année dans les nouvelles chaires de l'OMC, en partenariat avec les gouvernements concernés, et des discussions sur les dernières questions intéressant l'OMC et les domaines de collaboration entre les chaires et les décideurs ont souvent été organisées en parallèle. S'exprimant lors d'un événement de lancement organisé en septembre à l'Institut indien du commerce extérieur à New Delhi, le DGA Xiangchen Zhang a déclaré au sujet du réseau de chaires : « [il] offre une occasion unique de diffuser les meilleures pratiques en matière de négociation, de recherche et de sensibilisation ».

En juillet, la Conférence annuelle du PCO à Genève a rassemblé les chaires déjà existantes et les nouvelles chaires, ainsi que les membres

La DG Okonjo-Iweala ouvre la Conférence annuelle du Programme de chaires de l'OMC le 25 juillet à Genève.



Résultats du Programme de chaires de l'OMC



« Originaires de régions diverses et dynamiques du monde entier, les chaires sont, pour nous tous ici à Genève, nos yeux et nos oreilles sur le terrain. Nous comptons sur les activités de recherche et de sensibilisation du réseau du PCO pour mettre en lumière les besoins et intérêts des pays et régions, ce qui nous permettra de définir la voie à suivre pour le système commercial multilatéral ».

Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala

« Les travaux des chaires, accomplis par des experts du domaine, encourageront les décideurs politiques à sortir des sentiers battus et faciliteront l'adoption de positions innovantes qui nous conduiront vers des résultats concrets à l'OMC. »

Cassandra Nonque, Adjointe au chef du Bureau des règles internationales du commerce et de l'investissement du Ministère français de l'économie et des finances

« C'est parce qu'elle a confiance dans la vision et le potentiel du PCO, qui peut servir de boussole intellectuelle aux Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement, que la Corée a décidé de s'associer à plusieurs autres pays pour soutenir le programme, dont elle devient un nouveau donateur. »

Sarah Ahn, Directrice générale du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée

« Le réseau du PCO nous fournit énormément de connaissances, et j'espère que les chaires apprennent également beaucoup de nous. Le travail des chaires est extrêmement précieux et nous nous efforçons de le mettre en pratique ici à Genève et dans les capitales. »

Jeremy Green, Représentant permanent adjoint de l'Australie auprès de l'OMC

« D'après une évaluation externe indépendante du programme réalisée en 2019, les fonctionnaires gouvernementaux et les responsables des politiques commerciales ont pu faire appel au réseau des chaires pour éclairer la formulation et la mise en œuvre des politiques. Le programme a grandement renforcé sa présence dans des zones auparavant sous-représentées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. »

Ambassadrice Usha Chandnee Dwarka-Canabady (Maurice), Présidente du Comité du commerce et du développement de l'OMC

« Je suis vraiment très heureuse que les chaires prennent en compte les vues des délégations – nous pensons que le programme de chaires est un outil important et nécessaire de la boîte à outils de l'OMC pour l'assistance technique et le renforcement des capacités. »

Ambassadrice Cheryl K. Spencer (Jamaïque), Coordinatrice du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

« L'assistance technique fournie par l'intermédiaire du Programme de chaires amène les étudiants et les futurs négociateurs à s'intéresser à l'amélioration de l'efficacité du commerce pour les pays en développement et les pays les moins avancés. »

Ambassadeur Eheth Salomon (Cameroun), Coordinateur du Groupe africain



Le DGA souhaite la bienvenue à l'École de gestion de Katmandou au sein du Programme de chaires de l'OMC.

du Conseil consultatif universitaire du PCO. La Conférence a été axée sur la CM12, pour que les chaires puissent aligner leurs travaux sur les priorités des Membres de l'OMC s'agissant de la mise en œuvre des résultats de la CM12, notamment dans les domaines de la santé publique, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et du commerce et de la durabilité.

La DG Okonjo-Iweala a appelé les chaires à proposer de nouvelles idées pour régler les questions non résolues. « Vous êtes la puissance intellectuelle qui peut nous aider à penser un peu différemment », a-t-elle dit. Les chaires et les membres du Conseil ont aussi rencontré les ambassadeurs de différents groupements commerciaux auprès de l'OMC pour examiner les priorités des Membres en matière de recherche, de formation personnalisée et de sensibilisation ciblée.

Activités du Programme de chaires

Grâce à la diversité intellectuelle des chaires et de leurs équipes, le réseau a produit un large spectre d'analyses juridiques et économiques, contribuant à éclairer l'élaboration de politiques locales et régionales. Plusieurs chaires ont également convoqué des comités consultatifs rassemblant des représentants du gouvernement, de la société civile et des milieux d'affaires, pour qu'ils contribuent à définir les domaines de recherche et les activités de sensibilisation.

En 2022, les conseils formulés par les chaires à l'intention des gouvernements concernaient différentes questions liées aux résultats de la CM12, y compris le développement durable et l'économie bleue, les chaînes de valeur mondiales et régionales, la sécurité alimentaire, le commerce électronique, le commerce et l'autonomisation économique des femmes, et l'intégration régionale en Afrique.

Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur

En 2022, cinq étudiants du Lesotho, du Bénin, du Burkina Faso et du Togo ont participé au programme de l'OMC pour le soutien des études de doctorat. Le programme vise à contribuer à l'élargissement des compétences universitaires dans les économies en développement s'agissant des questions liées à l'OMC, à améliorer la qualité des recherches menées et à mettre en relation les étudiants en doctorat avec le personnel du Secrétariat et les délégations à Genève.

L'OMC a coorganisé la dernière épreuve de l'édition du 20^{ème} anniversaire du Concours de procédure fictive John H. Jackson sur le droit de l'OMC, qui a eu lieu du 28 juin au 2 juillet (voir la page 135).

En novembre, la DG a reçu un doctorat honorifique de la Nyenrode Business University des Pays-Bas, pays qui soutient depuis longtemps le PCO.



36

institutions
participent au
Programme de
chaires de l'OMC

Universités participant au Programme de chaires de l'OMC



Chaires des phases I et II, établies en 2010 et 2014

1 Afrique du Sud
North-West University

2 Argentine
Faculté latino-américaine des sciences sociales

3 Barbade
Université des Indes occidentales

4 Bénin
Université d'Abomey Calavi

5 Brésil
Fondation Getulio Vargas, École de sciences économiques de São Paulo

6 Chili
Université du Chili

7 Chine
Shanghai University of International Business and Economics

8 Fédération de Russie
Université d'État de Saint Pétersbourg

9 Indonésie
Universitas Gadjah Mada

10 Jordanie
Université de Jordanie

11 Kenya
Université de Nairobi

12 Maurice
Université de Maurice

13 Mexique
Institut technologique autonome de Mexico

14 Maroc
Université Mohammed V-Souissi

15 Oman
Université Sultan Qaboos

16 Sénégal
Université Cheikh Anta Diop

17 Singapour
Université nationale de Singapour

18 Tunisie
Université de Tunis, Tunis Business School

19 Turquie
Université Bilgi d'Istanbul





Chaires de la phase III, établies en 2021

- Chaires des phases I et II, établies en 2010 et 2014
- Chaires de la phase III, établies en 2021

20 Cameroun
Université de Yaoundé II

21 Chine
University of International Business and Economics

22 Colombie
Université des Andes

23 Costa Rica
Université nationale

24 Égypte
Université du Caire

25 Équateur
Universidad Andina Simón Bolívar Sede

26 Éthiopie
Université d'Addis-Abeba

27 Inde
Institut indien du commerce extérieur

28 Lesotho
Université nationale du Lesotho

29 Népal
École de gestion de l'Université de Katmandou

30 Ouzbékistan
Université d'économie mondiale et de diplomatie d'Ouzbékistan

31 Pakistan
École de sciences économiques de Lahore

32 Pérou
Université pontificale catholique du Pérou

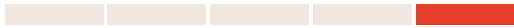
33 Rwanda
Université du Rwanda

34 Taïpei chinois
Université nationale de Taïwan

35 Tanzanie
Centre de formation aux politiques commerciales en Afrique

36 Viet Nam
Université du commerce extérieur





Rencontre avec James Bacchus au Forum public 2022.

Gestion des connaissances

- En 2022, la Division de la gestion des connaissances a mis au point un guide et une boîte à outils sur la passation de connaissances afin d'atténuer les coûts liés à la perte de connaissances qu'engendrent le départ d'un employé ou son transfert à un autre poste.
- La Division a participé à 21 événements de partage de connaissances pour encourager le renforcement des capacités sur les thèmes liés au commerce et aux négociations.

En 2022, la Division de la gestion des connaissances (KMD) a travaillé sur des initiatives de promotion du partage, de la conservation et du transfert des connaissances, notamment l'élaboration d'un guide et d'une boîte à outils sur la passation de connaissances. L'objectif de cette initiative est d'atténuer les coûts liés à la perte de connaissances en cas de départ ou de transfert interne d'un employé. La Division a aussi conçu un modèle de codification des connaissances qui permet de consigner les connaissances, les compétences et l'expertise des fonctionnaires quittant l'OMC.

En collaboration avec le DGA Paugam, la Division des ressources humaines et le Bureau d'assistance sociale de l'OMC, la Section de la gestion des connaissances a présenté un exposé sur l'importance de la conservation et du transfert des connaissances lors d'un séminaire de préparation à la retraite en décembre 2022.

En 2022, la Section de la gestion des connaissances a collaboré à 21 événements de partage de connaissances pour encourager le renforcement des capacités sur les thèmes liés au commerce et aux négociations, et permettre aux fonctionnaires d'étoffer leurs compétences. L'objectif était de combler les déficits de connaissances, de soutenir la collaboration et de renforcer la base de connaissances de l'OMC.

Quatre sessions intitulées « Road to MC12 » (Préparation de la CM12) et organisées à l'intention du personnel de l'OMC ont présenté les grands sujets de négociation et les principales difficultés en vue de la douzième Conférence ministérielle (CM12) de juin 2022. Après la CM12, six sessions « Entre nous » ont permis aux experts de l'OMC de faire part de leurs réflexions sur les dynamiques sous-jacentes, les défis et les enseignements retirés des négociations menées durant la CM12.

Trois séminaires ont été organisés sur la contribution de l'OMC à l'examen annuel des Objectifs de développement durable par le Forum politique de haut niveau des Nations Unies, tandis que trois sessions « Thinkers Thursdays » ont été consacrées à l'expérience des fonctionnaires s'agissant d'améliorer le partage de connaissances dans leurs domaines d'expertise. Enfin, quatre webinaires de réflexion stratégique ont eu lieu sur divers aspects de la stratégie organisationnelle.

La Section de la gestion des connaissances a travaillé avec d'autres divisions pour coordonner la conférence présidentielle donnée par la Première Ministre de la Barbade Mia Mottley (voir la page 156). Elle a également élaboré un guide sur les meilleures pratiques pour les événements de haut niveau.

Gestion des documents et des archives

La Section de la gestion des documents et des archives a continué de mettre en œuvre un système de gestion électronique des documents et des archives (EDRMS) dans tout le Secrétariat de l'OMC. La mise en œuvre de l'EDRMS est un élément clé du plan de travail pour la transformation numérique 2023, qui vise à intégrer sans heurt la gestion électronique des documents et des archives dans les processus de travail, afin d'accroître l'efficacité opérationnelle.

L'EDRMS joue un rôle essentiel en accélérant les travaux menés dans l'ensemble du Secrétariat et en mettant à disposition de l'Organisation et des Membres des

archives numérisées. Il facilite aussi les travaux des comités de l'OMC, les négociations, les initiatives conjointes et l'assistance technique.

En 2022, la Section de la gestion des documents et des archives a amélioré les outils et processus de collecte, de classification et d'utilisation des documents et archives.

Bibliothèque de l'OMC

La numérisation de l'ensemble des documents de la bibliothèque est presque terminée, et les visites du site Web de la bibliothèque ont continué d'augmenter sensiblement: les utilisateurs accèdent aux ressources depuis 184 économies, contre 171 en 2021.

La bibliothèque a contribué aux travaux de l'Équipe spéciale multilatérale des dirigeants sur la COVID-19 (voir la page 12). Elle a notamment acheté auprès de sources extérieures des données nécessaires pour mieux comprendre l'évolution de la production et de la diffusion des vaccins contre la COVID-19, et assuré la coordination de ces données.

En collaboration avec la Division de l'information et des relations extérieures, la bibliothèque a organisé et filmé quatre séances de rencontres avec des auteurs au Forum public 2022 (voir la page 162), et a mis à disposition les enregistrements sur son site Web.

La DG Okonjo-Iweala rencontre un groupe de Membres de l'OMC pendant la CM12 pour réfléchir à la création d'une coalition de ministres du commerce sur chargée des questions climatiques.

